

Janvier 1962

8^e ANNÉE - N° 78

Prix : 0,80 NF

LE COMMUNISTE

Mensuel de la tendance révolutionnaire du Parti Communiste Français

GUERRE CIVILE ET RÉVOLUTION



LES NOUVEAUX PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE



LA CAMPAGNE CONTRE LES CAMARADES CHINOIS

POUR QUE LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS ET SON PARTI
COMMUNISTE SE PRÉPARENT A LA PRISE DU POUVOIR

Les vrais problèmes

NOUS traitons dans ce journal de deux séries de questions : la situation française telle qu'elle se pose aux communistes, les discussions idéologiques dans le mouvement communiste international dans la perspective de la liquidation du révisionnisme, de l'opportunisme et du dogmatisme.

Pour la situation française nous abordons les problèmes de la guerre civile, de la milice ouvrière, de l'action prééminente du Parti par rapport aux syndicats, enfin les questions que posent la rencontre de la révolution nationale algérienne et de la révolution prolétarienne française.

Pour les débats dans le mouvement communiste international nous traitons plus particulièrement — dans le but d'assurer leur défense — de la Chine et de l'Albanie socialistes. Nous attirons l'attention sur le danger que constitue l'évolution du Parti communiste belge s'engageant, après le Parti communiste italien, dans la voie d'un opportunisme renforcé. Enfin nous ouvrons un débat sur les rapports : liberté et coercition, débat dont l'objectif essentiel est de combattre le révisionnisme renaissant particulièrement dans les mi-

lieux intellectuels communistes, révisionnisme qui ne pourra être totalement extirpé que si les racines mêmes du dogmatisme sont détruites.

Tant de discussions idéologiques alors que l'heure est de plus en plus à l'action !

Beaucoup de camarades qui nous suivent ne diront-ils pas : vous discutez, discutez alors que le temps est à agir ; dites-nous plutôt ce qu'il convient de faire pour battre décisivement l'O.A.S., réaliser le front unique, détruire le fascisme, le racisme et le colonialisme dont la menace ne cesse de grandir...

Il n'y aura de victoire décisive sur le fascisme, le racisme, le colonialisme que lorsque la classe ouvrière et son avant-garde communiste auront imposé leurs solutions, toutes leurs solutions.

La classe ouvrière et le Parti communiste pour assurer les premières phases de la lutte contre le fascisme, le racisme et le colonialisme peuvent procéder empiriquement. Ils le peuvent si bien d'ailleurs, que c'est ce qu'ils font, chaque jour, chaque semaine voyant rejeter — sans aucune analyse théorique, sans explication critique, telle ou telle forme trop criante de légalisme, d'opportunisme.

Mais pour imposer toutes ses solutions — solutions qui seules pourront en définitive régler tous les problèmes qui se posent au pays — la classe ouvrière et son avant-garde communiste, ont besoin d'une véritable conscience révolutionnaire.

Aucun pays n'est jamais parvenu à la victoire de la révolution socialiste par le moyen de l'empirisme.

Quand nous traitons de la guerre civile, des milices ouvrières, de la rencontre entre la révolution algérienne et la révolution française, nous posons les vrais problèmes. Ceux auxquels le pays va nécessairement s'affronter et que les meilleurs de ses fils devront résoudre dans la clarté la plus totale.

Quand nous parlons de la lutte idéologique dans le mouvement international, que nous nous refusons à participer à la campagne contre la Chine et l'Albanie socialistes, nous posons les vrais problèmes. Ceux auxquels les communistes les plus révolutionnaires s'affrontent et s'affronteront de plus en plus pour vaincre l'opportunisme et assurer la victoire de la pratique révolutionnaire.

La pensée comme la connaissance sont des pratiques, pratiques de généralisation, de conceptualisation.

De ce fait, notre façon de faire la politique communiste dans ce journal est une pratique, la pratique qui sert à sélectionner les cadres de la révolution.

Nous savons parfaitement que cette sélection sur les idées n'exclut nullement l'action quotidienne, qu'elle l'exige même. Mais nous nous refusons à la pratique qui consiste à croire que les cadres de la révolution peuvent marcher à la révolution sans conscience révolutionnaire véritable.

Les opportunistes raisonnent sur les voies pacifiques, le désarmement, le parlementarisme, la liberté en soi, etc.

Nous mettons quant à nous de toutes autres idées, à l'ordre du jour ces idées, ces pratiques ne sont encore admises que par une faible minorité de camarades mais elles deviendront bientôt la préoccupation dominante de tous les communistes vraiment révolutionnaires.

LE COMMUNISTE

SOMMAIRE

Editorial : Guerre civile et révolution, par Michèle Mestre	3	La campagne contre les camarades chinois, par Michel Audoux	10
Groupes d'auto-défense en Milices ouvrières, par Mathias Corvin	5	Après le 22 ^e Congrès : Voyage en U.R.S.S., par Henri Perret	12
Les rapports Partis-Syndicats : Les illusions d'E. Depreux, par Christian Garcia	6	Le P.C. de Belgique ouvre la discussion... par Paul Courbet	13
Les nouveaux problèmes de la Révolution algérienne, par André Masson	8	Liberté et coercition, par Pierre Gravert	14
		Défense de l'Albanie Socialiste, par Marcel Debelley	16

GUERRE CIVILE ET REVOLUTION

QU'EST-CE que la guerre civile ? Fondamentalement un aspect particulier de la lutte des classes. Celui, où la lutte des classes, cesse d'être le combat légal et pacifique qu'elle est en général, pour devenir l'affrontement public et violent des principales classes de la société.

Faut-il différencier la guerre civile de la révolution ?

Dans une certaine mesure oui, car l'histoire des guerres civiles comme celle des révolutions, révèle de profondes différences entre ces deux formes de la lutte violente entre les classes.

Dans de nombreux cas la guerre civile précède la révolution. Elle est le moment où la bourgeoisie — ou au moins sa fraction la plus réactionnaire —, prenant sur elle, de détruire la stabilité du pouvoir, passe à l'offensive violente contre les classes travailleuses.

Dans cette situation la révolution est alors le moment où les classes travailleuses ayant organisé leur défense et cerné leurs objectifs, combattent d'une manière organisée et consciente pour faire aboutir ceux-ci.

De ce fait, la révolution perd le caractère anarchique qu'a la guerre civile. Elle devient le combat militaro-politique des principales forces sociales qui se disputent consciemment, par le moyen de la violence révolutionnaire, la direction future de la société.

IL est fréquent — sinon naturel — qu'un pays devant s'affronter à la guerre civile, ait le sentiment de pénétrer comme insensiblement au sein de celle-ci.

Quand a commencé exactement la guerre civile ? Est-ce le jour où le Parlement a été assailli par les forces de police ? Ou bien celui où tel ou tel local de la classe ouvrière a été attaqué par les commandos fascistes ? Ou bien encore, celui où éclata la première bombe au plastique ?

Cet état mouvant, qui fait passer de la situation de crise politique à la guerre violente entre les classes, ne fait que traduire les recherches, les tâtonnements des organisateurs fascistes de la guerre civile. Pour faire leur sale besogne, ceux-ci commencent en effet par terroriser les plus timorés afin de les neutraliser. Ils démontrent aussi, par ce moyen, aux fractions les plus hésitantes de la bourgeoisie, leur décision d'imposer, coûte que coûte à la nation, un régime de dictature réactionnaire.

En analysant de plus près tel ou tel cas concret, on peut évidemment dire, à quel moment précis, le pays est entré dans la guerre civile ou plus exactement à la suite de quels événements, *il est passé de l'état de guerre civile larvée à l'état de guerre civile ouverte.*

Prenons l'exemple qui nous touche présentement le plus : celui de la France.

Ne sommes-nous pas déjà dans un état de guerre civile larvée ? Si bien sûr, Mais quelles conditions doivent être remplies pour qu'éclate la guerre civile ouverte ? Essentiellement, que les forces du fascisme sortent de la clandestinité où elles se tiennent encore aujourd'hui. Formellement l'O.A.S. et ses tueurs se présentent actuellement, comme un corps étranger à l'appareil d'Etat. Mais chacun sait que ce corps a mille ramifications dans les partis politiques gaullistes, dans l'armée, dans la police, dans les administrations. Toute la politique présente de l'O.A.S. — politique apparemment aberrante puisqu'elle dresse de plus en plus le peuple contre cette organisation — ne peut être comprise que si l'on en saisit son objectif véritable : scissionner de telle manière l'appareil d'Etat que la fraction fascisante de celui-ci, sorte de sa réserve et prenne ouvertement, la responsabilité d'œuvrer, par le moyen de la guerre civile, à la création d'un régime de dictature fasciste en France.

Les Salan et Cie se sont levés pour empêcher l'avènement d'une Algérie algérienne. Ils peuvent compter que pour empêcher la naissance d'une France socialiste, les principaux profiteurs du régime capitaliste, se lèveront quand le danger en deviendra pour eux trop pressant.

QUAND passe-t-on de la guerre civile ouverte à la révolution ? Ici aussi le processus est constant. La classe ouvrière et ses organisations politiques et syndicales ne voulaient pas de la guerre civile. Et les voilà qui doivent en accepter l'inéluctabilité en même temps qu'il faut organiser les premières formes de la riposte !

Pourtant, en y regardant de près, on peut toujours fixer le moment où la guerre civile ouverte se transforme en révolution. Ce moment c'est celui où les fils les plus conscients de la classe ouvrière commencent à s'organiser en pouvoir autonome. Contre le — ou les pouvoirs de la bourgeoisie, ils dressent les premiers embryons de leur propre pouvoir : comités d'usines, de quartiers, de casernes, milices ouvrières. Dans une pareille évolution ce ne sont plus trois, mais deux forces qui bientôt s'affrontent : celle qui tire le pays vers la réaction la plus sombre et celle qui lui ouvre les portes de l'avenir.

Quand la lutte violente entre les classes prend une forme si organisée, si consciente, la classe ouvrière n'est plus seule. Elle a nécessairement entraînée derrière elle, les fractions les plus paupérisées des classes moyennes. C'est en cours de combat contre la réaction fasciste que la classe ouvrière et son avant-garde communiste, réalisent — ou ne réalisent pas — la conquête révolutionnaire de la petite bourgeoisie. Si la conquête est faite, c'est la

victoire de la révolution et l'instauration du socialisme. Dans le cas contraire, c'est l'échec et l'écrasement par la contre-révolution fasciste.

IL a fallu des années pour que la Direction du Parti communiste français commence à admettre la réalité, l'actualité du problème de la guerre civile. Rappelons-nous quand la démocratie parlementaire sombra, rappelons-nous quand 80 % du corps électoral vota pour de Gaulle. On dénonça alors le « chantage à la guerre civile » des tenants du pouvoir fort et des fascistes comme si ceux-ci, pour arriver à leurs fins, agitaient devant les masses, un danger qui n'existait pas. Folie que de croire à l'imminence de la guerre civile ! La démocratie aurait pu vivre si elle n'avait pas été trahie de l'intérieur !

On lit maintenant dans la presse du Parti que de Gaulle a conduit le pays au bord de la guerre civile. Que l'O.A.S. prépare, de Tournai ou d'Alger — cela dépend du dernier événement — la guerre civile. La réalité a donc enfin pénétré le Parti.

Mais la vue de cette réalité est encore bien confuse, bien imprégnée des séquelles de la peur classique de l'opportunisme devant la dureté que représente nécessairement la lutte violente de classe.

Ainsi le Parti admet l'actualité du problème de la guerre civile mais il ne sait pas encore si, par hasard, il n'y aurait pas quelque moyen de l'empêcher.

Tant qu'il en sera ainsi, il est bien évident que la riposte sera en deçà de ce qu'elle devrait être. Il faut trancher, *sans équivoque possible*, la question de savoir si les contradictions du régime capitaliste arrivées au degré que l'on sait, l'incapacité du pouvoir gaulliste à régler quelque problème que ce soit et la continuation de la guerre d'Algérie, conduisent ou non à l'éclatement de la guerre civile, c'est-à-dire à l'affrontement public et violent entre les classes.

Si la réponse est positive, il faut se préparer à la réalité si désagréable qu'elle soit et amener, le plus vite possible, les masses à y faire face. En d'autres termes, et pour rejoindre notre raisonnement, *il faut préparer les conditions d'une transformation rapide et efficace de la guerre civile en révolution prolétarienne.*

Cette première phase étant atteinte, il conviendra alors de se préoccuper concrètement de la stratégie qui permettra la victoire. Est-ce là un objectif encore très lointain ? Bien moins lointain, dans le temps, que certains le croient.

DE pareils changements dans les idées et les pratiques ne peuvent pas se faire sans bouleversements dans le Parti et au premier chef dans la Direction.

Les forces révolutionnaires montantes se heurtent à deux sortes de difficultés : celles du conservatisme et celles du révisionnisme.

La transformation révolutionnaire du Parti se fera à chaud, c'est-à-dire au cours mêmes des combats de la guerre civile et de ceux de la révolution prolétarienne. L'élimination définitive des courants qui freinent la marche en avant du Parti, ou de ceux qui tentent déjà d'en dévoyer le cours, ne pourra par voie de conséquence, être opérée qu'avec brutalité. C'est dans le cours de l'action que tous les problèmes se régleront et que le Parti trouvera la politique et la Direction révolutionnaire dont il a besoin pour vaincre définitivement toutes les forces de la réaction.

Il est fort probable que le Parti, dans une pareille conjoncture, se débarrassera sans grande difficulté des éléments les plus attachés ou les plus visiblement responsables du conservatisme opportuniste.

L'expérience a déjà prouvé quel allègement constitua pour les Partis communistes, la condamnation de tel Secrétaire général qui cristallisa pendant des dizaines d'années une politique et des pratiques erronées. A partir d'un certain moment, le besoin de renouveau est tel, que, tout naturellement, est éliminé celui — ou même ceux qui incarnèrent le plus nettement, une époque maintenant dépassée du Parti.

PAR contre il semble bien que l'élimination des éléments révisionnistes doive être plus douloureuse.

Le révisionnisme s'apparente idéologiquement et *pratiquement* au réformisme. Son existence révèle que ce dernier est parvenu à se réintroduire dans le mouvement communiste où il tend de plus en plus à se constituer des noyaux solides.

Pour l'heure, le révisionnisme, suivant en cela le mendessisme, en est encore en France à dresser des plans susceptibles d'éviter complètement la guerre civile. Mais quand cette utopie sera dépassée, révisionnisme et réformisme s'acharneront à empêcher coûte que coûte l'avènement d'une solution prolétarienne à la crise.

Nous avons dit que c'est en cours de combat contre la réaction fasciste que la classe ouvrière et son avant-garde communiste doivent réaliser la conquête révolutionnaire de la petite bourgeoisie. Mais cette conquête implique au premier chef, que soient éliminés sans pitié du Parti, tous les révisionnistes qui de l'intérieur essayeront — essaient déjà — que les pratiques de la révolution prolétarienne ne l'emportent dans le Parti.

Il fallait entendre, à la Semaine de la Pensée Marxiste, Jean-Pierre Vigier ou même Roger Garaudy défendre leur conception libérale de la liberté et la nécessité d'aller chercher dans la gauche progressiste — laïque ou non — des idées susceptibles d'enrichir soi-disant le marxisme, pour saisir la progression des forces révisionnistes dans le Parti.

Le Parti du prolétariat va devoir payer le prix des recrutements sans principe qu'il a fait dans les couches de la petite bourgeoisie restées profondément patriotes, démocrates et rationalistes. Pour ces hommes arrivés quelquefois aux responsabilités les plus élevées, la coercition du prolétariat est essentiellement une donnée théorique. Que celle-ci devienne une réalité et tout change. Le communiste en « acier » se transforme sans trop de difficulté en renégat qui peut, si on lui en laisse les moyens, travailler, sans vergogne pour le réformisme, au sein même du mouvement communiste.

ON comprendra sans difficulté que les membres du groupe « Le Communiste » soient, mieux que quiconque, préparés au déchaînement de la guerre civile et à sa transformation en révolution prolétarienne. Mais cette préparation aura naturellement sa suite logique.

Dans l'action nous serons au premier rang.

Dans l'élaboration des nouvelles formes de lutte nous serons au premier rang.

Mais allons-nous rester seuls, isolés dans « notre » tendance ? Ce serait là bien mal nous connaître. La tendance révolutionnaire du Parti ce sera bientôt tout le Parti ou plus exactement ce qui en constitue déjà la fraction la plus combative, la plus audacieuse, la plus prolétarienne. Nous nous confondrons — nous nous confondons déjà — avec elle pour réaliser l'objectif qui figure depuis des années sur la couverture de notre journal : « Pour que le mouvement ouvrier français et son Parti communiste se préparent à la prise du pouvoir. »

Michèle MESTRE

GROUPES D'AUTO-DÉFENSE OU MILICES OUVRIÈRES ?

par Mathias CORVIN

DANS notre dernier numéro nous affirmions que le mouvement ouvrier entrerait dans une période de renouvellement de ses méthodes de lutte.

Au cours du mois qui vient de s'écouler cette tendance a été en s'accroissant et l'on peut dire qu'au sein de toutes les organisations qui se réclament de l'action antifasciste le problème de l'organisation pratique de la lutte est passé au premier plan.

Au lendemain de la manifestation du 19 Décembre à la Bastille de nombreux militants ont été fortement impressionnés par le manque de liaison qui existait entre les diverses colonnes de manifestants et par l'état d'impuissance qu'ils avaient ressenti devant les charges brutales de la police.

Dans son appel pour la manifestation du 6 Janvier en riposte à l'agression contre le siège du Comité Central, le Bureau Politique du Parti réclamait : « le droit et les moyens pour les organisations ouvrières et démocratiques d'assurer la protection efficace de leurs locaux et de leurs militants. »

Le même jour un certain nombre d'organisations de gauche non communistes se rencontraient pour envisager la mise sur pied de groupes d'auto-défense.

*
**

Une fois acquise la décision de principe de donner certaines formes de militarisation à l'action de la classe ouvrière et de la doter d'organismes de combat il devient essentiel de définir avec précision les objectifs de lutte qui devront être poursuivis par ces moyens et au travers de ces organismes.

Ce qui caractérise l'O.A.S. c'est qu'elle est pratiquement insaisissable en tant que telle puisque son action ne s'exprime que par les moyens du terrorisme le plus rigoureusement clandestin.

Ce n'est un mystère pour personne à l'heure actuelle que cette poignée d'aspirants dictateurs ne peut développer son action terroriste que grâce aux larges appuis dont elle bénéficie au sein de l'appareil d'Etat et en particulier dans l'armée et dans la police. Mais il serait faux de croire que ces appuis se résument à des aides occasionnelles dans la fourniture des armes ou à des tolérances complices de la part de certains membres de l'appareil répressif.

En réalité, suffisamment de faits le prouvent maintenant, en dehors des tueurs professionnels et de chefs plus ou moins connus qui agissent dans l'ombre, la force essentielle de l'O.A.S. son arme et son organisation politique véritables sont constituées par toute une partie de l'appareil d'Etat qui œuvre à le dégrader de l'intérieur en attendant que vienne le jour de le prendre totalement en main.

C'est contre ces forces là, que devront être inévitablement dirigés en fin de compte, les organismes de combat de la classe ouvrière dont la constitution s'impose actuellement.

Car de quoi s'agit-il ? De s'installer définitivement dans le rôle de guetteur, de veilleur de nuit ou à la rigueur de garde du corps ou bien avant tout de constituer des orga-

nisme qui permettront à la classe ouvrière de réduire à néant les tentatives des aspirants à la dictature en affrontant les forces réelles sur lesquelles ils s'appuient ?

*
**

Groupes d'auto-défense ou milices ouvrières ? Il ne s'agit pas d'une question de mots mais de la conception même de ce que doivent être les objectifs, les formes et les moyens de lutte de la classe ouvrière dans la période actuelle.

Et ce que la période actuelle impose avant tout à la classe ouvrière c'est de sortir de la défensive et de commencer la préparation pratique de la contre-offensive.

Sur le plan de ce genre d'actions cela veut dire que l'on ne peut se contenter de remettre à des groupes spécialisés le soin de garder les locaux et de protéger les militants, mais qu'il faut doter le mouvement ouvrier d'une véritable armée d'encadrement susceptible de donner à l'action des masses toute la force et l'efficacité nécessaires.

Déjà actuellement, lors des heurts avec la police, la nécessité se fait sentir de donner à ces organismes un caractère qui dépasse les simples objectifs de défense et de protection. D'autre part la situation évolue extrêmement rapidement dans la période actuelle et l'on ne peut décider des formes et des moyens de la lutte à partir d'une réaction instinctive devant les menées de l'O.A.S.

En fait cette question de choix entre milices et groupes d'auto-défense recouvre le problème fondamental de notre époque : faut-il s'orienter vers une solution bourgeoise à la crise ou vers une solution ouvrière et révolutionnaire ? Et l'on peut résumer que c'est avant tout dans les milieux de la petite bourgeoisie libérale qu'on trouvera les partisans les plus décidés de l'auto-défense et dans les milieux ouvriers les plus combattifs, ceux des milices.

Voilà pourquoi milice et non pas groupes d'autodéfense.

Mais pourquoi milices « ouvrières » ? Parce que les organismes de la lutte directe et militaire contre les forces du fascisme et de la répression bourgeoise doivent traduire le rôle prééminent de la classe ouvrière. Ils doivent le traduire précisément parce que cette lutte qui s'amorce aujourd'hui face aux menaces de l'O.A.S. n'est que la première phase de la lutte des masses laborieuses pour l'instauration d'un pouvoir au service des travailleurs.

Et, disons le en passant, on retrouve à propos de la mise sur pied de ces organismes, la même lutte d'influence entre le Parti de la classe ouvrière et les organisations de la petite bourgeoisie que celle que l'on a connue lorsqu'il s'est agi d'organiser les premières manifestations de rues.

L'objectif sera certes de rassembler dans ces milices tous les éléments d'origines sociales diverses décidés à lutter contre les menaces de dictature et pour l'avènement d'une République des travailleurs.

Ce choix politique des objectifs et de la direction de la classe ouvrière est déjà fait par un certain nombre d'éléments les plus conscients et les plus combattifs de la petite bourgeoisie. Au fur et à mesure que la lutte deviendra plus aiguë et que se précisera l'inéluctabilité d'une solution ouvrière, la reconnaissance du rôle dirigeant de la classe ou-

rière gagnera de plus en plus dans les milieux de gauche non ouvrier ?

Déjà pendant les journées d'Avril les étudiants parisiens sont descendus dans la rue au cri de « Des armes aux ouvriers ». C'était là une préfiguration de la manière dont seront constituées et orientées les milices ouvrières dont l'évolution de la situation impose de plus en plus impérativement la création.

Le 21 Décembre, en riposte à une provocation O.A.S. 2.000 travailleurs de Port de Bouc près de Marseille se rassemblèrent devant le commissariat de police et réclamèrent la formation de milices antifascistes. Bien que ce terme d'antifasciste soit encore en deçà des nécessités du moment cette manifestation révéla la prise de conscience qui se fait dans la classe ouvrière en ce qui concerne le problème de ses moyens de lutte.

Mais bien sûr, qu'il s'agisse de groupes d'auto-défense ou de milices ouvrières, le problème d'un certain armement se pose immédiatement. La conception de la milice ouvrière suppose même que, dans ce domaine, l'équipement nécessaire doit être encore plus poussé que pour des groupes n'ayant que des objectifs de défense et de protection.

Dans cet ordre de préoccupation il s'agit d'éviter à la fois les réactions romantiques et irresponsables et aussi les attitudes timorées et paniquardes qui conduisent à l'impuissance.

Par leurs complicités au sein de l'appareil d'état, les tucurs de l'O.A.S. ont leur manière bien à eux de s'armer. Mais par son nombre, sa puissance, sa place dans l'appareil de production, la classe ouvrière a les moyens de trouver les formes qui lui sont propres pour se donner les instruments de combat que la lutte exigera.

LES RAPPORTS PARTIS ET SYNDICATS

Les illusions d'Edouard Depreux

par Christian GARCIA

DANS « Tribune Socialiste » du 23 décembre 1961 paraissait le texte d'une lettre d'Edouard Depreux adressée le 18-12-1961 au Secrétaire général du Parti communiste français.

Après avoir justement souligné l'efficacité des manifestations de rues et leur développement, ainsi que la nécessité d'élargir le front antifasciste, le secrétaire national du P.S.U. aborde le problème de l'unité avec la S.F.I.O. et celui de l'initiative des luttes à l'échelon national.

Le passage suivant, extrait de la lettre d'Edouard Depreux, nous apprend comment ce dernier envisage la direction de la lutte pour la paix en Algérie, contre l'O.A.S. et contre le régime gaulliste.

«...Cet élargissement ne peut pas, dans les conditions présentes, être obtenu par un accord entre la S.F.I.O. votre Parti et le nôtre. La S.F.I.O. accepte le contact avec nous, mais le refuse avec vous. Cela signifie que, pour réaliser l'accord le plus large, l'initiative doit être prise sur le plan national, soit par les syndicats, soit par les mouvements de jeunes, soit par les organisations civiques... ».

Pour justifier sa thèse, Depreux poursuit sa lettre en citant l'exemple du 19 décembre qui, selon lui, n'aurait pas été possible si l'appel n'était pas venu des syndicats, C.G.T., C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F.

Quels mobiles exacts ont inspiré cette démarche du Bureau national du P.S.U. ? D'une façon générale, pour l'avenir, la peur de la dictature, du prolétariat; pour l'immédiat l'inquiétude du P.S.U. et des autres organisations réformistes, face au gauchissement du Parti et aux initiatives qui en découlent, comme celle du 6 décembre 1961 par exemple.

Mais ce n'est pas tout; non seulement la missive de Depreux trahit l'inquiétude des petits bourgeois qui craignent une solution communiste, mais elle cache un certain nombre de manœuvres destinées à neutraliser l'action du Parti communiste.

En demandant au Parti, au nom de l'efficacité et de l'unité, de renoncer à toute initiative sur le plan national, on cherche à atteindre au moins deux objectifs précis et essentiels : premièrement, en essayant de le maintenir derrière ou au niveau des syndicats, parvenir à utiliser le Parti communiste comme force d'appoint; deuxièmement en faisant peser tout le poids de l'ensemble réformiste C.F.T.C., F.E.N., U.N.E.F. voire F.O. sur la C.G.T. englobée dans cette alliance, tenter une fois de plus de soustraire la centrale syndicale majoritaire à l'influence du Parti communiste.

D'autre part, en rappelant que la S.F.I.O. refuse de rencontrer le Parti communiste, alors qu'elle accepte le dialogue avec le P.S.U., Depreux essaie de faire croire que le chemin de l'unité la plus large passe ou passera par son organisation. C'est aussi en lui donnant une importance qu'elle n'a pas, une façon comme une autre de redorer le blason de la S.F.I.O.

Enfin on note qu'à l'instar de Mendès-France, Depreux prétend faire jouer aux syndicats le rôle dirigeant dans le redressement du pays. En réalité le P.S.U. espère les utiliser comme masse de manœuvre pour la réalisation de ses projets réformistes.

Finalement il est clair que Depreux et Mendès ont le même objectif; ils ont en commun la même hantise du communisme, la volonté de disputer au Parti la direction des masses et l'initiative de l'action à l'échelon national, et aussi les mêmes buts, puisqu'il s'agit d'empêcher l'intervention d'une solution communiste, qui enlèverait le pouvoir à la bourgeoisie.

Un court article paru dans « l'Huma » du 22-12-1961 donne la réponse publique du Parti à la lettre d'Edouard Depreux.

Bien que, par endroits, positive, cette réponse est nettement insuffisante; de plus elle manque de clarté et de vigueur.

En effet n'était-il pas nécessaire que le Parti dénonce les manœuvres des réformistes et condamne leurs espérances sur